

La lettre

des élus communistes et apparentés

N° 33 - janvier 2015

+ 40% depuis 2008

C'est l'augmentation des trésoreries des entreprises européennes. Parmi les plus riches, des françaises dont EDF et Total.

Ces liquidités devraient servir à investir mais elles sont en priorité versées aux actionnaires.

Ce qui donne une idée de la « souffrance » des grands patrons dont parle le président du Medef.

Avec nos meilleurs vœux 2015 de solidarité !

Notre ville a porté en 2014 ses projets avec réussite. Mais l'aggravation des inégalités et l'ambiance mortifère d'une France qui va d'échec en échec dans son immersion européenne, produisent une crise de défiance politique jamais vue, propice aux pires dérives populistes. Chacun peut le constater au conseil municipal.

Dans les villes prises par la droite ou le FN, c'est souvent la chasse aux sorcières contre ceux soupçonnés de ne pas être assez à droite... Mais c'est à Vénissieux que l'UMP dénonce une culture « propagandiste », insultant les agents du cinéma, du théâtre, de la médiathèque qui seraient « contaminés », eux qui font vivre une incroyable diversité de talents...

Le summum est atteint par les élus PS votant contre le logement social ou la reconstruction de la cuisine centrale. Du jamais vu ! un élu qui vote pour au Grand Lyon et contre à la ville ! Ils dénoncent même avec la droite et le FN, l'objectif de 50% de logements sociaux.

Mais personne n'interdit aux cadres supérieurs de s'installer à Vénissieux dans les nombreux projets en accession... Sauf qu'il y a toujours 2 000 demandes de logement sociaux de Vénissiens en attente ! Oui, à Vénissieux, les choix sont connus et clairs : l'intérêt des Vénissiens d'abord et l'effort permanent pour une démocratie de proximité !

Pierre-Alain Millet

Adjoint au maire, Président du groupe des élus communistes et apparentés

Dossier

Le débat d'orientation budgétaire

Chaque année, le « débat d'orientation budgétaire » est un moment fort où chaque groupe politique peut dire l'usage qu'il propose aux Vénissiens des moyens de la collectivité, autrement dit, comment la politique locale peut tenir compte de la politique nationale.

Comme d'habitude, la droite se cache pour ne pas dire qu'elle défend l'austérité et la casse des services publics, mais pour ce débat 2015, tous les records de duplicité ont été battus.

Quand le maire présente les conséquences pour Vénissieux de l'austérité, M. Girard les reprend comme si c'était ce que propose la ville ! Quand elle montre les conséquences sur l'endettement des 7 millions de moins pour la ville en 2017, il n'hésite pas à dire « votre endettement va exploser ! ».

Or les chiffres sont clairs. Jusqu'en 2013, la ville a tenu ses engagements et son endettement est resté stable ce qui a permis en 2014 de faire face aux baisses de dotations, tout en maintenant l'investissement en augmentant l'emprunt, sans dégrader la situation de la ville, et toujours sans augmentation d'impôt !

Quant à Mr Ben Khelifa (PS), obnubilé par la défense de la métropole et du gouvernement, il tente de faire croire que les dotations de la ville vont augmenter, et reprend les mêmes arguments que la droite. A tour de rôle, droite et PS tentent de se cacher derrière les conséquences des politiques d'austérité, que presque tous les maires dénoncent.

La baisse des dotations, qui conduit le Grand Lyon à annoncer une baisse

radicale des investissements et une augmentation d'impôt, est un véritable coup de frein aux projets locaux et à l'emploi local. Oui, si on laisse faire, la ville sera contrainte de reporter des projets, de réduire les missions de service public, sans quoi elle sera étranglée par « l'effet ciseau » que les ménages connaissent bien... quand il faut emprunter pour payer les emprunts...

C'est contre cette situation que Vénissieux appelle à agir. Michèle Picard participe à l'action de nombreux maires pour faire revenir le gouvernement sur son plan de rigueur. La majorité prend ses responsabilités en demandant aux services une baisse de 6% des dépenses, le non remplacement de tous les départs, et en confirmant le choix de ne pas augmenter les impôts.

Dans cette situation, les Vénissiens doivent unir leurs forces pour défendre la ville et ses projets, obtenir des moyens pour les écoles, crèches, équipements, en continuant des services publics de qualité pour la tranquillité, l'environnement, la culture, le sport...

Droite et PS justifient la politique économique la plus antisociale que la France ait connue depuis longtemps. Quant à Gattaz, patron du Medef, il faut remonter à Pétain pour trouver une telle arrogance des élites économiques pour faire plier la République sous leurs bottes financières.

Oui, Vénissieux résiste, se défend, et elle va continuer à le faire avec succès au service de tous. Nous n'avons pour cela besoin que de deux choses : solidarité contre le chacun pour soi et tous les populistes, détermination pour faire grandir les colères contre cette politique de la dette qui nous écrase.

Venez assister au prochain Conseil municipal

Lundi 2 février - 18 h 30

Hôtel de ville - Salle Jacques Duclos - 3ème étage

Construction de la nouvelle cuisine centrale

Une chance pour Vénissieux

C'est une chance pour Vénissieux de se doter d'une nouvelle cuisine pour garantir un service public de qualité, efficace et apprécié par les enfants, les enseignants, les parents d'élèves, les personnes âgées.

C'est Edouard Chalet, maire communiste de la commune de Barjac dans le Gard, qui fut l'un des premiers maires à instaurer des plats contenant de la nourriture bio, des aliments sains et goûteux, dans les cantines pour les enfants scolarisés de sa commune.

Depuis, de nombreux maires ont choisi pour leurs cantines scolaires une nourriture saine équilibrée avec du bio, et favorisant ce qu'on appelle, les circuits courts afin d'aider l'agriculture paysanne, de proximité et saisonnière.

Michèle Picard a insisté sur l'enjeu social qui relève aussi de la santé publique. Pour certains petits Vénissiens, c'est le seul repas consistant de la journée, il est donc capital de leur fournir, à la fois la qualité des produits et un bon équilibre nutritionnel.

À Vénissieux, nous pouvons tous nous réjouir, de cette volonté politique de confectionner et distribuer des repas de qualité à nos écoliers avec une moyenne de 3 200 repas fabriqués chaque jour et des pics à 4 500 repas produits.

La nouvelle cuisine centrale est programmée pour la fin 2017.

Elle aura une capacité de production de 6 000 repas par jour et 300 repas pour le portage à domicile.

Le choix responsable, a été de construire sur un terrain appartenant à la Ville, ce qui réduit les coûts.

Cette nouvelle cuisine centrale, est un plus pour l'emploi de proximité à Vénissieux, quand on connaît le nombre de chômeurs sur notre ville.

C'est aussi la capacité de maîtriser de A à Z la chaîne de fabrication des repas, notamment avec les fruits et légumes de saison, et de donner du travail à nos agriculteurs, nos maraîchers et arboriculteurs.

Au dernier conseil municipal notre majorité a défendu cet investissement d'avenir. Afin que nos enfants étudient convenablement à l'école, ils doivent bénéficier de repas équilibrés et de qualité.

Parce qu'à Vénissieux, depuis toujours, les élus communistes placent la jeunesse au cœur de la politique de la ville.

De plus le prix du repas à l'unité est l'un des moins chers de l'agglomération avec seulement 3,45€ pour le plus cher, alors que son prix de revient est de 10€.



L'opposition, et notamment le groupe socialiste a voté contre.

« Nous ne préférons pas par principe le recours à un prestataire ou la production en régie. Nous pensons que le bon choix dépend d'une situation particulière. » a déclaré L. Ben Khelifa. En clair, il n'est pas opposé à une privatisation de la cuisine centrale. Et propose de confier le fonctionnement à la métropole.

Métropole, mot magique pour L. Ben Khelifa. Ainsi, notre ville n'aurait plus aucune maîtrise sur la fabrication, la qualité et l'origine des fournisseurs.

D'ailleurs, la Métropole en a-t-elle la capacité ? On peut en douter quand on voit les conventions qu'elle passe pour d'autres compétences qu'elle ne peut assurer.

Quant à une mutualisation avec d'autres communes, Michèle Picard a rappelé qu'une démarche a été engagée, un travail mené pendant près de trois ans, mais les communes voisines ont finalement fait le choix de privatiser.

À Vénissieux nous avons la volonté politique de garantir la pérennité d'un service public de qualité malgré les politiques d'austérité et la réduction drastique des subventions et dotations imposées par le gouvernement.

Pour la santé de nos enfants scolarisés, et de nos aînés la majorité municipale a fait le bon choix.

Pierre Mateo

Métropole : « Modernisation, simplification »

La loi sur les Métropoles s'appelle « Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles » (MAPTAM). Un nom d'une simplicité qui modernise le vocabulaire à défaut de moderniser la justice et l'égalité des territoires.

On en voit les premiers effets avec le transfert d'une partie des pouvoirs des maires vers la Métropole. C'est le cas pour le réseau de chaleur de Vénissieux : la Communauté urbaine n'étant pas en mesure d'assurer le transfert, elle passe une convention avec la Ville pour que celle-ci continue son travail comme avant mais au nom de la Métropole. Simplification, modernisation !

De même pour le transfert du pouvoir de police de circulation : une mission exercée par les maires dont les frais varient entre 15 et 45 € par arrêté selon les villes. À Vénissieux, ils sont de 27 €. La décision est tombée sans concertation : le remboursement sera de 12 € ! Simplification comptable sans doute. Les communes subissent déjà des coupes financières intenable, et voilà qu'à présent, elles payent le transfert des compétences qu'elles n'ont pas voulu.

Cette « modernisation » est une façon de faire des économies sur le dos des communes et donc de leurs habitants, sans tenir compte des dégâts qu'elle produit. L'exemple parfait, c'est l'abandon par le Grand Lyon de la pré-fabrique de l'Opéra qui devait s'installer à Vénissieux. Ce beau projet a été stoppé pour des raisons budgétaires alors que sa réalisation avait été actée en 2012 par l'Etat, le Grand Lyon, la ville de Lyon, la Région et la ville de Vénissieux. Un désengagement brutal qui ne tient pas compte des frais engagés par la commune et surtout de l'insertion, de l'emploi et des échanges culturels que ce projet portait.

Les élus communistes étaient contre la MAPTAM qui affaiblit les communes et éloigne les habitants de leurs élus et des décisions. Mais « c'est la loi, on l'applique » dit Michèle Picard qui est bien décidée à défendre Vénissieux, à se battre avec pragmatisme sur tous les dossiers. Et les élus de la majorité, avec leur maire, sont au travail pour faire respecter des choses toutes simples et toujours modernes que cette loi d'économistes distingués méprise : l'intérêt général, l'égalité, la justice, la solidarité.

Les interventions au Conseil municipal



Développement durable Jean-Maurice Gautin

Enfin ! Pour une fois, nous avons eu en face de nous une opposition un petit peu constructive. A croire que le développement durable les intéresse.

Entre Mme Rias qui s'inquiète du nombre de jours dépassant la côte d'alerte de pollution et M. Dureau qui nous félicite pour notre gestion et la diminution du papier utilisé par les services ainsi que la part de l'alimentation bio dans les cantines, cela fait plaisir venant de ceux qui critiquent toutes les actions menées par la majorité municipale, dont certains faisaient pourtant partie pendant le mandat précédent.

Pour mémoire, rappelons qu'au cours des trois dernières années, l'agenda 21 a été mis en route, avec diverses opérations menées, telles que la distribution de composteurs individuels, la création de pistes cyclables, l'arrivée du T4 etc...

Oui, nous avançons pour que les habitants soient fiers de leur commune, oui le cadre de vie reste un de nos principaux axes de travail.

Que ce soit à travers la maîtrise du réseau de chaleur ou de l'embellissement des espaces verts, toute notre vigilance est apportée afin que Vénissieux soit toujours belle et rebelle !



Commission amiante Véronique Forestier

A la demande d'élus d'opposition, une commission « amiante » va être créée.

La municipalité n'a pas attendu pour prendre en compte cette problématique puisqu'en 2005, les Documents Techniques Amiante (DTA) faisaient état de la présence de ce matériau dans la majorité de nos bâtiments. Amiante non friable, qui ne présente un risque que pour les entreprises ou professionnels intervenants dans nos locaux. Dans le cadre de travaux, des dispositions particulières sont mises en œuvre.

Concernant les 8 groupes scolaires, des réunions ont eu lieu, une mise à jour des DTA a été réalisée alors que la réglementation ne l'imposait pas avant 2021, les documents ont été remis aux délégués du Comité d'hygiène et de sécurité de la ville, aux directeurs d'écoles.

La gestion d'une ville est une affaire trop sérieuse pour laisser les polémistes jouer avec la peur et la désinformation. La collectivité agit en toute transparence, et cette mission d'information ne fera que conforter notre maîtrise du sujet. Si « ce n'est pas Ebola », nous le prenons depuis le début avec sérieux, loin de toute polémique.



Tarifs de l'électricité Serge Truscello

La loi supprime les tarifs réglementés et oblige les industriels, les acheteurs publics ainsi que les collectivités à mettre en concurrence leurs fournisseurs d'énergie.

Dictée par l'Union européenne, cette ouverture à la concurrence devait faire baisser les coûts mais en réalité, les prix du marché ont triplé tandis que les tarifs réglementés sont restés stables.

Le gouvernement Sarkozy/Fillon a fait voter une loi obligeant EDF à vendre 25% de sa production à un prix inférieur à celui du marché. C'est une première dans le monde de la « concurrence libre et non faussée » que d'obliger une entreprise à céder une partie de ses atouts à ses concurrents. Cette ouverture du marché se fait sur le dos des particuliers et aura des conséquences sur la compétitivité des industries fortes consommatrices d'énergie.

Il y a nécessité d'un véritable service public de l'énergie avec un retour d'EDF à son statut d'opérateur public. Dans une période où de plus en plus de Français sont en situation de précarité énergétique, il faut faire en sorte que l'énergie soit accessible à tous.

Mustafa Guvercin

Conseiller municipal Délégué à l'éclairage public

Chef d'entreprise, Mustafa connaît bien le monde du travail qui lui a donné le sens du combat. Ses actions dans le monde associatif lui ont permis d'oeuvrer aux côtés des Vénissiens qui s'impliquent.

En tant que délégué du quartier Parilly, il a pu mettre ses compétences au service des habitants et participer au mieux vivre dans son secteur.

« La baisse des dotations augmente la souffrance de la population, c'est pourquoi je me suis engagé. **Malgré la décision incompréhensible et injuste du tribunal, nous continuons de servir les Vénissiens.**

Travaillons ensemble pour l'intégration et l'ouverture vers l'autre. Travaillons ensemble pour une vie plus humaine. »

Portraits



Marie-Christine Burricand

Conseillère municipale, Présidente de conseil de quartier Conseillère communautaire, Conseillère générale du Rhône

Bien connue pour ses combats et sa défense des Vénissiens au Conseil général, Marie-Christine milite pour plus de démocratie, de justice sociale et de solidarité. Pour elle, le combat contre les régressions sociales exige engagement et action collective.

« Partout où ils sont en poste, l'extrême droite et la droite dure divisent les habitants pour mieux les appauvrir. **Ils favorisent le chacun pour soi au lieu de travailler à l'intérêt général sans jamais remettre en question le capitalisme qui accable la population et ruine le pays.**

Continuons une ville belle et rebelle, symbole d'une gauche utile et combative dans la Métropole. »

Populisme : quand l'UMP remplace l'extrême-droite

Extrait de la déclaration de P-A. Millet, président de la Sacoviv

Christophe Girard a tombé le masque lors du dernier Conseil municipal.

On connaît son origine qui flirte avec l'extrême droite, parachuté à Vénissieux en 2007 par le MPF, parti du vicomte de Villiers. On comprend alors les objectifs de cette droite arrogante.

Champion du double langage, C. Girard ne parle jamais de politique nationale, son discours de façade est lisse mais il se lâche dans son blog, digne de Minute et participe à la droite décomplexée de Sarkozy au niveau lyonnais.

En conseil de quartier, on a pu constater les méthodes de voyous de ses soutiens pour empêcher le débat public, jusqu'à dénoncer des habitants qui participaient aux discussions démocratiques avec les élus.

On sait, désormais, qu'il est capable de livrer en pâture sur la place publique le dossier d'une personne en la nommant.

Il surfe sur les souffrances populaires pour diviser et opposer les Vénissiens, sans s'interroger sur l'intérêt de la personne concernée, sans respecter la confidentialité d'une situation difficile, liée à la situation parfois dramatique des incivilités et des violences subies par ces agents de première ligne dans la crise sociale, que sont les gardiens.

Si cette situation mérite d'être défendue, cela suppose de dire la vérité, et de chercher une solution dans le respect du droit, de la personne, de ses collègues et de la société.

Un syndicaliste aurait accompagné la personne auprès de sa direction pour comprendre la situation précise, auprès de services juridiques, de l'inspection du travail et des services de sécurité sociale pour vérifier ses droits. Un militant, même avec une toute petite expérience, aurait eu un réflexe : profiter de l'arrivée d'un nouveau directeur pour lui demander de reprendre en main ce dossier, et tenter de faire bouger les choses. Rien de tout ça pour Mr Girard.

La seule chose qui intéresse Mr Girard, c'est sa déclaration « politique ». Il l'a dit dans sa longue intervention au conseil municipal, « certains me demandent pourquoi je dépense tant d'énergie pour faire tomber la majorité communiste ». Tout est dit. Sa question orale n'est qu'une arme de plus pour tenter de déstabiliser la Ville.

Mais revenons au fond : la situation est difficile pour les agents de la Sacoviv dans certains quartiers. Des décisions de renfort ont été prises par Didier Laurent avant l'été 2014.

Un plan de long terme est discuté pour la professionnalisation, la revalorisation des métiers de la proximité, du quotidien, et pour construire un plan de qualification des agents concernés. Ce sera un des chantiers du nouveau directeur en 2015.



Mais les questions matérielles ne suffisent pas à tout résoudre. En 2014, un travail patient et tenace a été conduit par Didier Laurent pour solder les dossiers issus de la crise de direction précédente et restaurer une ambiance de travail plus solidaire dans la Sacoviv.

Les résultats sont positifs. La journée de travail interne du 11 décembre avec l'ensemble des salariés a permis de partager les informations et d'échanger sur ce qu'ils vivent au quotidien sur un thème important, la relation avec les locataires, pour l'accueil, la gestion des réclamations et la propreté.

Bref, le président de la Sacoviv est sur le terrain avec les locataires et les agents. La direction de la Sacoviv est en place et fait avancer les dossiers. Elle suit attentivement les situations d'agents de proximité en difficulté. Et la société toute entière reprend confiance en sa capacité d'action et de développement.

C'est toute la vérité que l'UMP Girard veut absolument faire disparaître derrière ses discours populistes.

Les Vénissiens ne le laisseront pas faire !

ECHOS

Manque de culture

Alors que l'on croyait l'extrême droite interdite de siéger au conseil municipal, quelle n'a été notre surprise de voir le villiériste masqué C. Girard prendre sa suite en ne votant pas, pour la seconde fois, une donation d'œuvres d'art à la ville. On se croirait revenu à une époque où la culture était réservée à une élite, et interdite aux milieux populaires.

Problèmes de lecture

Alors que tout le monde, l'Etat, les collectivités, les différents services régionaux et départementaux, annoncent des baisses de dotations, seul M. Ben Khelifa nous trouve des hausses à hauteur de 7%. Incompétence, bêtise ? Ou plutôt marketing politique ? celui du « le changement c'est maintenant », ou de la prochaine « baisse de la hausse de la courbe du chômage » ... Le PS a décidément du mal avec les tendances...

Effet ciseau

Alors que le président des Maires de France (UMP) et son vice-président (PS) préconisent de repousser « l'effet ciseau » (plus de charges/moins de recettes) afin de ne pas faire payer les décisions injustes du gouvernement aux contribuables, l'opposition locale nous reproche de repousser l'échéance. Un comble !

Rapprochements ?

Un nouveau paysage politique se dessine à Vénissieux ! Voir L. Ben Khelifa se faire applaudir par la droite, puis voir C. Girard se déplacer vers lui lors d'un vote, nous laisse tout supposer sur d'éventuels arrangements futurs. A suivre...

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions

par courrier : Groupe des élus communistes et apparentés - 5 av. Marcel Houel 69200 Vénissieux
par mail : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe : <http://gec.venissieux.org>